



Information financière semestrielle au 30 juin 2016



TABLE DES MATIERES



Rapport semestriel d'activité	3
Etats financiers consolidés résumés	6
Attestation du Responsable du rapport financier semestriel	17
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	18

RAPPORT D'ACTIVITE



Chiffres clés consolidés

Au premier semestre 2016, les chiffres clés consolidés du Groupe sont les suivants en milliers d'euros :

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2016

En milliers d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Produits des activités ordinaires	85 621	80 102	5 519
Résultat opérationnel courant (ROC)	937	-293	1 230
Autres produits et charges opérationnels et dépréciation des écarts d'acquisition	-269	-3	-266
Résultat financier	-257	450	-707
Impôts	-368	-494	126
Résultat net total	42	-340	382

Variation : « - » : dégradation et « + » amélioration

Faits Marquants

Environnement général : l'activité du premier semestre 2016 s'est déroulée dans un contexte général morose et de consommation atone. Dans le prolongement de la fin d'année 2015, le début de cette nouvelle période a encore été marqué par un climat non propice aux activités de montagne, par des attentats faisant baisser le trafic dans les magasins et par une période d'attente pré-électorale, éléments qui ensemble, génèrent un manque de confiance des consommateurs et une stagnation générale du marché.

Renforcement de la participation de CALIDA Holding : en date du 12 avril 2016, CALIDA Holding AG, actionnaire majoritaire de Lafuma SA depuis décembre 2013, a acquis les participations de Comir SAS et Soparcif SAS, soit 11,63% du capital de Lafuma SA, augmentant ainsi sa participation à 71,55% et dépassant le seuil des deux-tiers, lui conférant ainsi la majorité qualifiée, sans pour autant prétendre à détenir la totalité des titres. Concomitamment, Comir SAS représentée par Monsieur Christian HAAS, a démissionné de ses fonctions d'administrateur.

Gouvernance : Monsieur Reiner PICHLER, Administrateur depuis le 3 mars et Président Directeur Général de Lafuma SA depuis le 1^{er} avril, a mis à profit ses premiers mois pour définir les contours d'une stratégie de croissance organique des marques du Groupe.

Rapport semestriel d'activité

Croissance du chiffre d'affaires et du Résultat Opérationnel Courant (ROC)

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2016 s'établit à 85,6 millions d'euros (ci-après m€), en amélioration de 5,5 m€ (6,9%).

La distribution sur le premier semestre 2016 est réalisée à 78% par le réseau « wholesale » (grossistes) contre 80% au premier semestre 2015 et à 22% par le réseau « retail » comprenant les boutiques, les magasins dits « d'usine » et le e-commerce.

Le pôle **Mobilier** est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients, avec en particulier le mobilier de jardin qui effectue la majorité de ses ventes au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les 6 premiers mois de l'année.

A l'inverse, la marque Eider du pôle **Montagne**, fortement positionnée sur le ski, réalisera la majeure partie de son chiffre d'affaires au second semestre.

Activité par pôles

Malgré un début de période trop chaud, le pôle **Montagne** regroupant les marques Millet, Eider et Lafuma affiche une croissance de 4,1 m€ à +11%, masquant des disparités entre les marques : Millet et Lafuma voient leurs ventes progresser respectivement de 10,9% et 20,6% alors que les ventes d'Eider baissent de 3,2%. Le pôle **Montagne** affiche une contribution opérationnelle de 11% en amélioration de 2,5 points, bien que sa restructuration profonde ne soit pas encore terminée du point de vue de l'organisation, de l'investissement restant à faire et du positionnement des marques.

Sous l'effet d'une stratégie claire de développement à l'international et de la conquête de nouveaux marchés, le pôle **Mobilier** voit son chiffre d'affaires progresser de 8,8% (+2,5 m€), et sa contribution opérationnelle s'établir à 35,7% en progression de 1,8 point.

Le pôle **Surf** qui réalise 90% de son chiffre d'affaires en France est fortement touché par la situation économique générale. Il affiche néanmoins un recul modéré de ses ventes de 5,5% au cours du premier semestre, et grâce à un contrôle adapté des coûts, améliore sa contribution opérationnelle de 5,3 points à 20,7%.

Performance

Le résultat opérationnel courant s'établit à un profit de 0,9 m€ en amélioration de 1,2 m€ par rapport à la même période de l'année 2015, reflétant la croissance d'activité du premier semestre.

La perte financière de la période s'établit à - 0,3 m€.

La charge d'impôt de 0,4 m€ correspond essentiellement à la charge de CVAE.

Le résultat net total est en amélioration de 0,4 m€ et s'établit à un profit de 42 milliers d'euros.

Structure financière saine et stable

Au 30 juin 2016, les capitaux propres du groupe s'élèvent à 65,6 m€, en dégradation de 1,0 m€ par rapport à fin 2015 (du fait d'écritures techniques de variation de la juste valeur des instruments de couverture pour -1,3 m€ compensées par des écarts de conversion de 0,3 m€).

La trésorerie nette disponible à fin juin 2016 s'élève à 10,3 m€, en amélioration de 4,9 m€ par rapport au 31 décembre 2015, du fait de l'amélioration du BFR opérationnel en ligne avec la saisonnalité et le niveau de l'activité.

Le total des actifs consolidés s'élève à 114,0 m€ au 30 juin 2016 (comparable à 115,5 m€ au 30 juin 2015), et en baisse de 5,8 m€ par rapport à la clôture annuelle au 31 décembre 2015. Cette baisse significative porte principalement sur les postes constitutifs du BFR et est liée à la saisonnalité de l'activité.

La structure financière du Groupe est solide, et les financements en place adaptés à l'activité.

Perspectives pour la fin de l'exercice

Au cours du second semestre, le management du Groupe présidé par Reiner PICHLER précisera ses axes stratégiques et notamment le positionnement à l'international et le développement des marques.

L'environnement des marchés des pôles du groupe Lafuma continue d'être marqué par une consommation en berne, surtout en Europe où se trouvent les marchés les plus importants du Groupe, et une amélioration ne semble pas envisageable pour la fin de l'année.

Sur la base de l'état actuel du carnet de commandes, reflétant la complexité des marchés et la météo contraire à ses activités, le Groupe s'attend à un repli de l'activité du second semestre 2016 du pôle montagne, comparé au S2 2015, surtout dû aux stocks élevés détenus par les distributeurs, résiduels de l'hiver dernier.

Avec un investissement ciblé de développement des marques, le Groupe reste confiant, et vise pour l'année 2016 un résultat sensiblement comparable à celui de l'année 2015.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES



Compte de résultat consolidé

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en milliers d'euros (sauf indication contraire). Les tableaux comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les totaux affichés.

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2016

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
Produit des activités ordinaires	2.1	85 621	80 102
Achats consommés		-36 670	-35 864
Autres achats et charges externes		-21 333	-20 688
Charges de personnel		-22 739	-21 806
Impôts et taxes		-989	-1 136
Dotations aux amortissements		-1 698	-1 407
Dotation / reprise de provisions		-291	702
Autres produits et charges d'exploitation	3.1	-963	-196
Résultat opérationnel courant		937	-293
Autres produits et charges opérationnels	3.2	-269	-3
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition		668	-296
Dépréciation des écarts d'acquisition	6.1	0	0
Résultat opérationnel		668	-296
Produit de trésorerie et équivalents de trésorerie		-	1
Coût de l'endettement financier brut		-52	-77
Coût de l'endettement financier net		-52	-76
Autres produits et charges financiers		-206	526
Quote part du résultat net des entreprises associées		0	0
Résultat avant impôts		410	154
Impôts	4	-368	-494
Résultat net après impôts des activités poursuivies		42	-340
Résultat des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées			
Résultat net total		42	-340
Part revenant aux minoritaires		-5	7
Résultat net total (part du Groupe)		47	-347
Résultat net par action (part du Groupe), en euros	5	0,01	-0,05
Résultat net dilué par action (part du Groupe), en euros	5	0,01	-0,05

Etat du résultat global consolidé

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2016

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net de la période		42	-347
Juste valeur des instruments dérivés		-1 323	1 175
Juste valeur des options d'achat d'actions			0
Ecart de conversion		217	436
Couverture d'investissements à l'étranger		59	-392
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		369	-392
Limitation des impôts liés aux autres éléments du résultat global		-369	392
Sous total des éléments recyclables en résultat		-1 047	1 219
Ecart actuariel sur engagements de retraite		-10	-2
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		3	1
Limitation des impôts différés		-3	-1
Sous total des éléments non recyclables en résultat		-10	-2
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-1 057	1 217
Résultat global total		-1 015	870
Part revenant aux actionnaires de la société mère		-1 028	872
Part revenant aux actionnaires minoritaires		13	-2

Bilan consolidé

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2016 et l'exercice clos au 31 décembre 2015

<i>Actif - En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2016	31 décembre 2015
Immobilisations incorporelles		11 921	11 601
Immobilisations corporelles		9 399	9 709
Autres actifs financiers non courants		3 975	4 570
Actifs d'impôts différés		659	500
Autres actifs non courants		0	0
Actifs non courants		25 954	26 379
Stocks et en cours	7.1	41 706	43 735
Créances clients	7.2	22 189	23 209
Actifs d'impôt exigible		4 481	5 447
Créances fiscales et sociales		3 877	4 915
Autres créances et actifs courants		4 595	6 347
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	11 189	9 770
Actifs courants		88 037	93 424
Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0
Total Actif		113 991	119 803

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2016 et l'exercice clos au 31 décembre 2015

<i>Passif - En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2016	31 décembre 2015
Capital social		56 885	56 885
Primes		59 030	59 030
Réserves consolidées		-48 611	-49 814
Ecart de conversion		-1 371	-1 648
Résultat de l'exercice		47	2 490
Capitaux propres – part du Groupe		65 980	66 944
Intérêts minoritaires		-400	-412
Capitaux propres		65 580	66 532
Provisions pour risques et charges – part à long terme		4 299	2 252
Dettes financières à long terme		0	0
Passifs d'impôt différé		305	303
Autres passifs non courants		272	85
Passifs non courants		4 876	2 640
Provisions pour risques et charges – part à court terme		3 700	5 853
Dettes financières à court terme	8.1	946	4 421
Dettes fournisseurs		21 131	20 873
Passifs d'impôt exigible		31	31
Dettes fiscales et sociales		8 885	11 181
Autres dettes et passifs courants		8 842	8 273
Passifs courants		43 535	50 632
Passifs liés aux actifs non courants et à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0
Total Passif		113 991	119 803

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2016

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net consolidé des activités poursuivies		42	-340
Incidence des sociétés mises en équivalence		0	0
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		1 962	-84
Dotations et reprises de provisions - réorganisation		-476	-853
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		37	112
Résultats sur cession d'actifs, subventions		120	19
Charges et produits calculés liés aux stock-options		45	0
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier net		34	61
Charge d'impôt (yc impôts différés)		368	494
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts sur les résultats		2 133	-591
Variation du BFR (yc dette liées aux avantages au personnel)		4 658	6 480
Impôt versé		-218	-1 456
Flux net de trésorerie généré par l'activité		6 571	4 433
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		-2 081	-2 332
Acquisition d'immobilisations financières		-149	-107
Variation des autres actifs non courants		0	0
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		321	91
Cessions d'immobilisations financières		211	356
Incidence des variations de périmètre		0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-1 699	-1 992
Augmentation de capital (yc stock-options)			0
Acquisition et vente d'actions propres			0
Nouveaux emprunts			0
Variation des comptes courants d'actionnaires			0
Remboursements d'emprunts			0
Intérêts financiers nets versés		-2	-62
Dividendes distribués			0
Autres flux liés aux opérations de financement			0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-2	-62
Impact de la variation des taux de change		33	308
Flux nets liés aux activités cédées, en cours de cession ou abandonnées			0
Variation de la trésorerie nette		4 904	2 687
Augmentation ou diminution de la trésorerie			
Trésorerie en début d'exercice	8.1	5 361	12 145
Trésorerie en fin d'exercice	8.1	10 265	14 831
Variation de la trésorerie nette		4 904	2 687

Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Prime	Titres auto détenus	Résultats en capitaux propres	Réserves et résultats conso	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2015	56 885	59 030	-103	226	-49 095	66 944	-412	66 532
Opérations sur capital								
Opérations sur titres d'auto contrôle								
Dividendes versés								
Résultat de l'exercice					47	47	-5	42
Résultats enregistrés directement en capitaux propres								
Juste valeur des instruments financiers				-1 323		-1 323		-1 323
Ecart actuariels sur retraites				-10		-10		-10
Juste valeur options d'achat d'actions					45	45		45
Ecart de conversion				278		278	18	295
Variation de périmètre et de % d'intérêt								
Autres variations								
Au 30 juin 2016	56 885	59 030	-103	-830	-49 003	65 980	-400	65 580

Notes annexes aux comptes consolidés

Lafuma est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment C. Depuis le 29 janvier 2016, les titres de Lafuma SA sont cotés au fixing. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Lafuma ». Le siège social de la société est situé à Annecy-le-Vieux, 3, impasse des prairies.

Créé en 1930, le groupe Lafuma conçoit, fabrique et commercialise différentes gammes de produits destinés à la pratique des activités de plein air.

Les produits concernent l'équipement de la personne (vêtements, chaussures) et le matériel (sacs, sacs de couchage, tentes, cordes, mobilier de jardin). Les principales marques de diffusion sont Millet, Eider, Lafuma, Lafuma Mobilier et Oxbow.

En date du 25 juillet 2016, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Lafuma pour le semestre se terminant le 30 juin 2016.

1 BASE DE PREPARATION ET METHODES COMPTABLES

Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Lafuma sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiés par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2016.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Base de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés arrêtés au 30 juin 2016 ont été préparés conformément à la norme IAS 34, "Information financière intermédiaire".

Ils ne comprennent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatives et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2015. Ces états financiers sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-lafuma.com

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe.

Référentiel

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et applicables à partir de l'exercice 2016.

Normes, amendements et interprétations en vigueur à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2016, au sein de l'Union européenne, ou à partir d'exercices ouverts postérieurement et appliqués par anticipation

Le groupe Lafuma a appliqué les normes, amendements et interprétations suivants à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence sur les résultats et la situation financière du Groupe.

- Amendement à IAS 1 « présentation des états financiers » : applicable au 1^{er} janvier 2016
- Améliorations annuelles des normes IFRS cycles 2010-2012 et 2012-2014
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « clarification sur les modes d'amortissements acceptables »
- Amendement à IFRS 11 « partenariats »

Normes, amendements et interprétations non encore entrés en vigueur, au sein de l'Union européenne. Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, listés ci-après, sont applicables selon l'IASB aux dates spécifiées

- Amendements à IAS 7 « initiatives concernant les informations à fournir » : applicable au 1^{er} janvier 2017
- Amendements à IAS 12 « comptabilisation d'impôts différés actifs au titre des pertes non réalisées » : applicable au 1^{er} janvier 2017

- IFRS 9 « instruments financiers » : applicable au 1^{er} janvier 2018
- IFRS 14 « comptes de report réglementaires » : applicable au 1^{er} janvier 2016, mais non applicable dans l'Union européenne
- IFRS 15 « produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients » : applicable au 1^{er} janvier 2018
- IFRS 16 « leases » : applicable au 1^{er} janvier 2019
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement » : applicable au 1^{er} janvier 2016.
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou co-entreprise » : date d'application reportée
- Amendements à IFRS 2 « paiement fondé sur des actions » : applicable au 1^{er} janvier 2018.

Estimations et hypothèses affectant les actifs et les passifs

Pour préparer les informations financières conformément aux IFRS, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les estimations concernent plus particulièrement la dépréciation des actifs non courants, des stocks, des créances clients, les provisions pour risques et charges et les engagements de retraites et assimilés.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

2 SECTEURS OPERATIONNELS ET SAISONNALITE

Conformément à IFRS 8 « secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président, Directeur-général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

En liaison avec ses trois pôles, la direction du Groupe présente les secteurs suivants :

- Montagne : secteur qui regroupe toutes les activités relatives aux marques Lafuma (partie Outdoor), Eider et Millet
- Mobilier : secteur qui regroupe la production et la distribution des produits Lafuma Mobilier
- Surf : secteur qui regroupe la distribution des produits Oxbow
- Corporate : secteur qui enregistre les activités Corporate du Groupe

2.1 Informations par pôle d'activité

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2016

En milliers d'euros	Pôle Montagne	Pôle Mobilier	Pôle Surf	Corporate et autres	Total
Produits des activités ordinaires	40 809	31 334	12 857	620	85 620
Contribution opérationnelle	4 471	11 172	2 655	341	18 639
Coûts opérationnels non alloués					-17 971
Résultat opérationnel					668
Produits et charges financiers					-258
Résultat avant impôts					410
Résultat des activités cédées, en cours de cession					
Dotations aux amortissements	-1 169	-433	-96	0	-1 698
Investissements	1 491	653	35	1	2 180

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2015

<i>En milliers d'euros</i>	Pôle Montagne	Pôle Mobilier	Pôle Surf	Corporate et autres	Total
Produits des activités ordinaires	36 752	28 804	13 606	939	80 102
Contribution opérationnelle	3 116	9 776	2 090	201	15 182
Coûts opérationnels non alloués					-15 478
Résultat opérationnel					-296
Produits et charges financiers					450
Résultat avant impôts					154
Dotations aux amortissements	-936	-418	-141	0	-1 495
Investissements	1 276	647	95	0	2 018

La direction du groupe Lafuma analyse les performances des divers secteurs opérationnels au niveau de la contribution opérationnelle, celle-ci étant définie comme la différence entre le chiffre d'affaires et le coût d'achat des marchandises vendues, les coûts des ventes (incluant les coûts de location des magasins) et les coûts marketing.

Les coûts opérationnels non alloués sont constitués des coûts de développement des produits, des coûts logistiques et informatiques, des charges administratives et Groupe, des coûts liés aux bâtiments non commerciaux, ainsi que des autres charges et produits opérationnels.

2.2 Saisonnalité

Saisonnalité de l'activité :

- Le secteur **Mobilier** du Groupe est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients ; en particulier l'activité de mobilier de jardin où la majorité des ventes se fait au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les six premiers mois de l'année.
- A l'inverse le secteur **Montagne** affiche une période de vente plus forte en seconde partie de l'année. Les coûts étant relativement linéaires, le premier semestre se trouve pénalisé en termes de résultat.

3 RESULTAT OPERATIONNEL

3.1 Autres produits et charges d'exploitation

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2016

En milliers d'euros	30 juin 2016			30 juin 2015		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Produits et charges sur actifs immobilisés	-441	321	-120	-29	10	-19
Produits et charges sur actifs circulants	-1 490	1 276	-214	-963	482	-481
Autres produits et autres charges	-1 226	596	-629	-708	1 010	302
Total	-3 156	2 193	- 963	-1 701	1 503	-198

3.2 Autres produits et charges opérationnels

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2016

En milliers d'euros	30 juin 2016			30 juin 2015		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Autres produits et charges non récurrents	-1 287	906	-381	-1 350	1 129	-221
Restructurations	-364	476	112	-1 125	1 343	218
Total	-1 651	1 382	- 269	-2 475	2 472	-3

4 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Au titre du semestre clos le 30 juin 2016, la charge d'impôt de 368 milliers d'euros, est essentiellement constituée de la charge de CVAE.

5 RÉSULTAT PAR ACTION

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2015 et 2016

	30 juin 2016	30 juin 2015
Nombre moyen pondéré :		
- nombre d'actions émises en début d'exercice	7 110 669	6 963 022
- nombre pondéré d'actions émises au cours de l'exercice		
> augmentation de capital		
> paiement de dividendes en actions		
> exercice des stocks options		
> titres d'auto-contrôle	-8 294	-8 294
Nombre d'actions moyen pondéré avant dilution	7 102 375	6 954 728
Nombre moyen pondéré :		
- nombre d'actions moyen pondéré sur l'exercice	7 102 375	6 954 728
- bons de souscription d'actions		53 190
- options de souscription d'actions		
Nombre d'actions moyen pondéré avec dilution	7 102 375	7 007 918
Economie nette d'impôt de frais financiers sur investissements dilutifs (en milliers d'euros)		
Résultat dilué par action (part du Groupe), en euros	0,01	-0,05
Résultat net par action (part du Groupe), en euros	0,01	-0,05

6 ACTIFS NON COURANTS

6.1 Dépréciations d'actifs

Les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an pour les unités génératrices de trésorerie (pôles), en application des normes IFRS, généralement lors de la clôture annuelle. Ils sont effectués sur la base de business plans validés par le management une fois par an. Au 30 juin 2016, le Groupe n'a relevé aucun indice de perte ou de reprise de valeur. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été mené.

7 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

7.1 Stocks et en-cours

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2016 et l'exercice clos au 31 décembre 2015

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Matières premières	4 673	4 203
Dépréciation des matières premières	-1 433	-1 308
Produits et travaux en-cours	1 631	2 257
Dépréciation des en-cours	0	0
Produits finis et marchandises	45 322	47 658
Dépréciation des produits finis et des marchandises	-8 488	-9 074
Stocks et en-cours nets	41 706	43 735

7.2 Créances clients

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2016 et l'exercice clos au 31 décembre 2015

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Créances clients et comptes rattachés	25 331	26 546
Dépréciation des créances douteuses	-3 142	-3 337
Créances clients nettes	22 189	23 209

8 DETTES FINANCIÈRES ET TRESORERIE

8.1 Dettes financières nettes

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2016 et l'exercice clos au 31 décembre 2015

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Disponibilités et équivalents	11 189	9 770
<i>Dont disponibilités</i>	11 189	9 770
<i>Dont placements à court terme</i>	0	0
Trésorerie passive	924	4 409
Trésorerie nette	10 265	5 361
Emprunts et autres financements	22	12

9 CAPITAUX PROPRES

Le 30 juin 2011, à l'issue de la période de souscription, la société Lafuma SA avait procédé à une émission de 62 200 BSAAR (Bons de Souscription et/ou d'Acquisition d'Actions Remboursables), au prix d'émission de 1,5 euro par bon. Au 31 décembre 2015, les BSAAR étaient au nombre de 53 190. Au 30 juin 2016, à l'issue de la période d'exercice, les BSAAR non souscrits sont caducs de plein droit.

10 AUTRES INFORMATIONS

10.1 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont comparables en nature et en montants à ceux de la clôture du 31 décembre 2015.

10.2 Parties liées

La société Lafuma est contrôlée par la société CALIDA Holding AG. Au 30 juin 2016, CALIDA Holding AG détient 71,55 % du capital de Lafuma SA et 71,63 % des droits de vote.

Le Groupe bénéficie du conseil de la société CALIDA Management AG avec laquelle une convention de management a été conclue le 24 février 2014. Le montant estimé des prestations 2016, validé par le Conseil d'administration, s'élève à 2,4 m€.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2015 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou par son montant, n'est intervenue au cours de la période.

10.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu entre la date de clôture et le 25 juillet 2016, date d'arrêté des comptes consolidés semestriels par la Conseil d'administration et d'autorisation de leur communication.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Annecy-le-Vieux, le 25 juillet 2016

Reiner PICHLER
Président, Directeur-Général

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Lafuma, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 26 juillet 2016

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Jentellet
Associé

Sylvain Lauria
Associé